

International

L'INDE DANS LA « POLYCRISE » GÉOPOLITIQUE

Philippe Humbert

13/11/2025

Face aux tensions et bouleversements qui traversent la scène internationale – souvent nourris ou exacerbés par l'unilatéralisme et l'agressivité de Donald Trump –, l'Inde voit sa stratégie du « multi-alignement » bousculée et remise en cause. Philippe Humbert, membre de l'Observatoire de l'Asie-Pacifique de la Fondation, livre son analyse d'une Inde contrainte à une réévaluation, à marche forcée, de sa diplomatie.

Partie prenante dans l'enchevêtrement des multiples bouleversements en cours sur le plan économique, écologique et idéologique dans le monde, l'Inde, à l'instar de nombreux pays, est bousculée par le tourbillon des événements, des remises en cause et des mouvements de fond qui affectent la géopolitique mondiale.

À la recherche de nouveaux repères

Désorientée, l'Inde, comme les pays européens, est à la recherche de nouveaux repères dans la « polycrise » actuelle, qui se traduit par la révélation brutale d'une triple dépendance de l'Inde envers les États-Unis, la Chine et la Russie.

L'unilatéralisme américain

Tardivement et beaucoup moins que la Chine, l'Inde a profité de la libéralisation des échanges des biens et des services. Cette libéralisation a favorisé son intégration progressive dans les chaînes de valeur mondiales, en particulier avec les États-Unis, pays avec lequel l'Inde dégage un excédent commercial de 45 milliards de dollars. Cette libéralisation a également porté la part du commerce extérieur de l'Inde par rapport au PIB à plus de 40%.

Dans le même temps, la circulation des personnes vers « l'anglosphère » et les pays du Golfe est devenue une source majeure de revenus, d'influence et de respiration pour le marché de l'emploi en Inde. Les titulaires indiens de visas H-1B (haute qualification) aux États-Unis, soit plus de 280 000

personnes, représentent 72% du total des visas de ce type, contre 12% pour les Chinois.

À rebours de la relation entre l'Inde et les États-Unis des quinze dernières années, l'Inde est prise à contre-pied par la politique unilatéraliste de l'administration américaine du second mandat de Donald Trump et subit un triple choc : le choc économique de la hausse des droits de douane frappant les exportations de l'Inde aux États-Unis (25% + 25% liés à l'injonction de mettre fin aux importations de pétrole brut russe) ; le choc stratégique de la mise en cause de l'utilisation du port iranien de Chabahar, la porte de l'Inde vers l'Asie centrale ; le choc social de la menace de facturer 100 000 de dollars les nouveaux visas H-1B, ce qui affecte des couches très influentes de la société indienne, au moment où des Indiens émigrés aux États-Unis sont expulsés sans ménagement. Sans compter la complaisance du président Trump vis-à-vis du Pakistan (prêt du Fonds monétaire international, prétention d'avoir arrêté le conflit indo-pakistanaï de juillet dernier, etc.), et tout cela en contradiction avec l'autonomie stratégique affichée de l'Inde, fruit attendu de son « multi-alignement ».

Même s'il est partagé avec le reste de la planète, l'unilatéralisme américain en action en Inde a un coût immédiat. Il pourrait réduire la croissance de 1% environ et pourrait aussi signifier une diminution de la « valeur » de l'Inde aux États-Unis. Ces derniers verraient la Chine comme une concurrente économique et technologique plutôt qu'un rival géopolitique, selon une répartition du monde en sphères d'influence où l'Asie serait dans la zone d'influence de la Chine.

La poussée multiforme de la Chine

En termes de niveau de développement et de revenu moyen par habitant, Chine et Inde étaient au même niveau en 1980. En 2024, l'écart est de 1 à 5 pour le produit national brut (PNB) et le revenu par tête, résultant des très rapides progrès dans tous les domaines de la Chine, qui se situe désormais au premier rang mondial dans nombre de technologies avancées civiles et militaires.

Le déficit commercial de l'Inde par rapport à la Chine, environ 100 milliards de dollars, est l'aspect le plus évident de la dépendance de l'Inde, dont le marché est approvisionné par la Chine pour une large gamme de produits, allant des produits de grande consommation aux machines et équipements, matériels de transport, véhicules électriques, panneaux solaires, jusqu'à des composants cruciaux dans les chaînes de valeur (composants électroniques, semi-conducteurs, terres rares). La pression commerciale chinoise est accrue par le report vers l'Inde, comme vers d'autres pays d'Asie (Vietnam, Thaïlande, Malaisie) et d'Europe, des courants d'exportations menacés par les droits de douane américains.

En contrepartie, l'Inde sollicite la Chine pour accroître ses investissements directs associés à des transferts de technologie – ce qui est utile, mais renforce l'asymétrie entre les deux pays, symbolisée par la décision de la Chine, annoncée à l'ONU le 26 septembre 2025, de ne plus bénéficier du « traitement spécial et différencié » propre aux pays en voie de développement dans le cadre de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), une manière indirecte d'exercer une pression sur la politique indienne de subventions à l'agriculture.

Sur le plan politique bilatéral, la Chine a une double stratégie de bon voisinage, à petits pas (conflits frontaliers, liaisons aériennes), et en parallèle exerce une poussée continue à la fois aux abords immédiats de l'Inde (Népal, Sri Lanka, Bangladesh, Maldives, Afghanistan) et au-delà *via* les nouvelles routes de la soie, un réseau de ports et de bases militaires, sur terre et sur mer, appuyé sur un outil militaire bien supérieur aux capacités indiennes, notamment dans l'aéronautique. Le Pakistan reste aussi un levier majeur pour la Chine pour peser sur l'Inde, comme l'a montré le conflit de juillet 2025 à la suite de l'action terroriste de Palhagam au Cachemire.

La Russie, affaiblie mais influente

S'ajoutant à l'affaiblissement de la Russie depuis les années 1990, la guerre entre la Russie et l'Ukraine crée deux risques de dépendance accrue pour l'Inde.

D'abord, concernant les fournitures d'armements. L'accord historique conclu entre la Russie et l'Inde en 1971 après le conflit avec le Pakistan donnant lieu à la création du Bangladesh a eu dès l'origine un contenu de défense associé à un quasi-monopole de fournitures d'armements. Encore aujourd'hui, en dépit d'une diversification des achats au profit d'Israël, de la France et des États-Unis, l'appareil militaire indien utilise pour 70% des matériels russes et a des besoins croissants de pièces de rechange et de services de maintenance, mal assurés par la Russie, surtout depuis l'invasion de l'Ukraine.

Ensuite, sur le plan des approvisionnements en pétrole brut, la connivence opportuniste a conduit l'Inde à accroître la part de pétrole brut russe, raffiné en Inde et revendu avec profit sur le marché mondial, de 4% du total de ses importations en 2020 à 40% en 2025. Cette situation avantageuse pour l'Inde est menacée par les 25% de droits de douane imposés par l'administration américaine et plus encore par les sanctions nouvelles décidées par le président Trump le 23 octobre 2025 visant Lukoil et Rosneft, deux groupes pétroliers majeurs russes, ce qui crée un redoutable dilemme pour l'Inde entre respect des sanctions américaines et soutien *de facto* à la Russie.

Recevez chaque semaine toutes nos analyses dans votre boîte mail

[Abonnez-vous](#)

L'enchevêtrement de la polycrise géopolitique actuelle fait ressortir les limites des deux faces de la diplomatie indienne

D'une part, le « multi-alignement » théorisé comme le vecteur de la défense tous azimuts des intérêts nationaux indiens n'empêche pas une multidépendance entre les trois pôles impériaux – États-Unis, Chine et Russie –, porteuse de contradictions, d'un certain isolement en cas de conflit bilatéral, comme constaté en juillet 2025 au Cachemire, et d'une absence de poids réel dans les grands conflits mondiaux (Ukraine et Russie, Palestine et Israël).

D'autre part, la participation active de l'Inde au révisionnisme du Sud global au sein des BRICS et de l'Organisation de coopération de Shanghai, promoteur d'un nouvel ordre international, expose l'Inde à une dépendance croissante par rapport à la Chine, même si elle prend ses distances quant aux positions les plus hostiles aux États-Unis (dédollarisation au profit du yuan et politique de réserves des banques centrales).

Face à ces contradictions, l'Inde est contrainte à une réévaluation, à marche forcée, des risques et de ses marges de manœuvre.

La conclusion d'un accord avec les États-Unis est visiblement l'orientation prioritaire qui a été retenue et fait l'objet d'efforts intenses du gouvernement indien.

Les chances d'aboutir sont réelles, mais le prix à payer sera élevé en termes de concessions commerciales de l'Inde (accroissement des exportations agricoles des États-Unis, baisses des droits de douane et, en sens inverse, maintien des droits, même réduits, sur les exportations indiennes – textiles, médicaments, joaillerie, etc.), d'engagements vers une diversification, au minimum, des importations de pétrole brut, et de promesses d'achat de gaz naturel liquéfié (GNL) américain et d'armements. Les grands groupes américains comme Apple, soucieux de protéger leurs implantations en Inde, bases d'exportations vers les États-Unis, et conscients du potentiel du marché indien bien supérieur à celui du Pakistan courtisé par le président Trump, peuvent jouer un

rôle positif.

Malgré l'imprévisibilité des positions américaines, un accord pourrait être conclu prochainement, nonobstant le report de la réunion du QUAD (Dialogue quadrilatéral sur la sécurité entre l'Australie, les États-Unis, l'Inde et le Japon) prévue en novembre 2025, marquant un retour réaliste vers un partenariat majeur entre les deux pays, qui restera marqué cependant du côté indien par le ressentiment et la méfiance ravivés fin octobre par les sanctions liées aux importations de pétrole brut russe.

Pour retrouver des marges de manœuvre, l'Inde est conduite à construire d'autres partenariats : un large accord de libre-échange et de coopération avec le Royaume-Uni, signé le 24 juillet 2025 et concrétisé par la récente visite en Inde du Premier ministre Keir Starmer, des négociations avec les Philippines, le Vietnam, la Thaïlande et, plus important, la volonté de conclure avec l'Union européenne (UE) avant la fin de 2025 le traité en gestation depuis plus d'une décennie.

La conjoncture pour aller dans ce sens est favorable des deux côtés, car l'UE et l'Inde, puissances moyennes par rapport aux empires, sont placées d'une manière similaire dans les réalignements mondiaux, confrontées à l'unilatéralisme américain et à une concurrence chinoise ravageuse sur le plan industriel, technologique et diplomatique, et, en surplus pour l'UE, menacée par la Russie.

Au-delà du commerce, l'UE, premier partenaire de l'Inde (180 milliards de dollars d'échanges bilatéraux de biens et de services), explore avec l'Inde des coopérations dans quatre larges domaines : la connectivité par mer, terre et numérique (avec des projets emblématiques, IMEC - *India-Middle East-Europe-Corridor* et *EU Africa digital corridor*), la technologie (IA, etc.), la défense (sécurité maritime et cyber, les industries de défense, la stratégie en Indo-Pacifique) et les échanges entre sociétés civiles.

D'un point de vue bilatéral, la France a tout intérêt à participer activement à ce mouvement, en utilisant les ressources d'excellence de l'Inde (par exemple les talents des IIT - *Indian Institutes of Technology*) dans les industries les plus novatrices, en valorisant les points forts français (par exemple l'industrie aéronautique et spatiale, l'IA, le transport maritime, le luxe, etc.) et en coordonnant la présence des deux pays en mer d'Asie méridionale.

Face à la révélation brutale des limites de son autonomie, l'Inde est conduite à une introspection sur elle-même et à la prise de conscience qu'un long chemin est encore à parcourir pour peser véritablement vis-à-vis des trois empires, ce qui renvoie ainsi à la nécessité sur le plan intérieur d'un rythme de développement plus rapide et plus inclusif, et celle de bâtir des leviers industriels,

technologiques et militaires puissants, bases des rapports de force dans un jeu mondial de plus en plus instable.

L'UE, les pays membres et le Royaume-Uni peuvent aider l'Inde à progresser dans ce sens.